

Europe totalitaire et survie de la France.

Un pays n'a pas d'amis, il est toujours seul. C'est une vérité bien connue des citoyens conscients de la réalité du monde. En fonction d'une situation donnée, plus ou moins durable, un pays peut conclure des alliances, des partenariats, des ententes, des traités, ou encore des accords. Il s'agit alors d'une convergence uniquement circonstancielle d'intérêts. Lorsque les intérêts finissent par diverger ces échafaudages juridiques naturellement s'effondrent.

Les relations entre nations sont un perpétuel rapport de forces, où les plus forts aspirent à imposer leur loi et se voient contestés par ceux qui ne veulent pas perdre la moindre part de leur liberté. Les plus faibles subissent.

Chaque État essaye de mieux se positionner dans cette éternelle compétition sous-tendue par la solidarité interne des nations et des peuples. Il n'y a pas d'État puissant dans le monde qui ne puisse exister sans s'appuyer sur une nation.

Tout est donc rapport de forces. C'est un truisme. Ainsi un État est jaugé par les autres selon sa solidité et ses capacités de réaction face à un danger, une menace ou à une agression. C'est une loi naturelle...les animaux faibles ou affaiblis sont abandonnés et deviennent des victimes. Les prédateurs dans le monde animal ont leurs équivalents dans la vie des nations.

Pour un pays comme le nôtre il n'y a pas d'autre alternative que se surpasser ou s'effondrer, s'imposer ou se soumettre et disparaître.

Une idéologie conduisant à la trahison de la France

De la part d'un responsable politique confondre alliance et amitié, associer proximité géographique et nécessité de convergence politique, est d'une extraordinaire naïveté, à moins qu'il y ait dans ces confusions la volonté délibérée de nuire à sa propre nation en la soumettant à l'étranger, cela alors porte le nom de trahison.

Quelques idéologues, en effet, souhaitent rejeter l'intangibilité des nations - pourtant incontournable vérité - en oeuvrant avec acharnement pour modifier la structure et la nature des pays de l'ouest du continent européen. Pour certains États, aux gouvernements ouverts à cette façon de voir, la conséquence se manifeste de façon incontestable. Elle se révèle, fort logiquement, par un affaiblissement dans leurs relations avec le reste du monde et dans la fragilisation des rapports sociaux. Ils rejoignent le groupe des faibles. La France dans le désir obsessionnel de ses dirigeants actuels d'avancer à pas redoublés vers l'intégration européenne et la dissolution de la Nation, se trouve exactement dans cette situation. Nous ne savons d'ailleurs pas pour quelle raison ces gouvernants persistent avec entêtement dans cette utopie... Idéologie? servilité? corruption? lâcheté?

Lorsque je regarde froidement l'idée de ce regroupement de pays profondément différents dans une perspective de création d'une nouvelle entité étatique, j'y vois une tentative impérialiste. Pourtant dans cette action longuement murie, je ne découvre l'ambition d'aucun peuple. D'ailleurs les peuples n'ont guère droit à la parole...L'ambition est celle d'une oligarchie. Nous nous situons hors des principes démocratiques les plus élémentaires.

La France, telle qu'elle est aujourd'hui dirigée, se montre très avancée dans les préparatifs de son suicide. Ses dirigeants actuels persistent dans cette voie destructrice tout en constatant que son passé glorieux et pluri-millénaire constitue un handicap... Il se montre difficile à gommer. Cet héritage auquel le peuple manifeste sa fidélité, les oblige à jouer parfois sur le registre de la souveraineté. Il y a là une contradiction insurmontable. Inévitablement, les abandons de certaines libertés d'agir que ces dirigeants ont concédé à cette organisation internationale dite Union Européenne, hypothèquent fortement les possibilités de répondre à des provocations, à des menaces,

et à des attaques économiques, technologiques, industrielles, terroristes, migratoires, autant que politiques. Un pays qui a cédé, à un autre pays ou à une organisation comme l'UE, des domaines où s'exerçait naturellement sa souveraineté n'est plus du tout souverain. La souveraineté ne se partage pas. Ce pays se désigne lui-même comme une proie.

La classe politique actuelle se complait dans cette trahison.

Dans ce contexte, si je cherche à répertorier les périls et menaces qui pèsent sur la France je crois pouvoir affirmer que le principal danger provient de sa classe politique, essentiellement de la majorité de ses parlementaires. Selon nos constitutions successives, ils sont présumés représenter le peuple, mais les partis qui les rassemblent, au travers de relations malsaines et souvent antinomiques, finissent par les détourner du souhait initial des électeurs. Parmi eux des exceptions notables existent, bien sûr. Toutefois je constate que les notables les plus engagés dans la défense de l'indépendance nationale se tiennent, pour la plupart, hors des Assemblées, ce qui nuit manifestement à la portée de leur engagement. Cette classe politique est à l'origine de la situation délabrée de notre pays. Elle est endoctrinée, oublieuse du peuple après l'avoir utilisé trompeusement dans des élections. Globalement peu cultivée et irréfléchie, elle est incapable de s'affranchir de la pensée unique, de la doxa européiste qui s'est lentement installée avec le couple Monnet-Schuman, et n'a cessé de se renforcer au fil des décennies jusqu'au président actuel et ses disciples. Malgré parfois des envolées lyriques de quelques-uns sur la démocratie et la République, elle s'inscrit aujourd'hui, à son insu vraisemblablement, dans un totalitarisme méprisant des peuples et de la liberté.

En conséquence la peur de dire et de s'opposer pèse sur des parlementaires honnêtes qui en leur for intérieur ont réalisé le rôle écrasant de cette idéologie appliquée. C'est compréhensible, mais dommageable pour notre pays.

Si tant est que la différence historique entre droite et gauche ait encore un sens - ce dont je doute - je suis persuadé que de la droite à la gauche, de l'extrême droite à l'extrême gauche, nul ne peut proposer de vraies solutions aux problèmes qui assaillent la France. Il ne peut y avoir que de la poudre aux yeux, des actions aussi efficaces que des cautères sur une jambe de bois... Seules des personnalités extérieures, que le système cherche à discréditer, osent dire que cette organisation internationale est depuis longtemps à l'origine de tous nos maux et des dangers aggravés qui nous guettent. Elle en empêche perfidement le traitement parce qu'ils participent au déploiement de ses tentacules et à la destruction des nations. Elle ne peut pourtant agir et même exister, qu'avec l'acceptation réitérée de nos dirigeants et souvent leur appui. Tant que les gouvernants français ne mettront pas un terme aux exigences de cette administration internationale, qui se voudrait un État fédéral, elle poursuivra ses méfaits. Autant dire qu'avec la classe politique actuelle c'est une illusion. Insidieusement elle corrompt et parvient à étouffer toute opposition au système. Elle empêche ainsi que les problèmes de notre pays soient abordés sous le bon angle et résolus. Elle est non seulement incompétente, mais elle est complice. Dans une telle ambiance, il n'est nullement étonnant que puisse être encouragés, communautarisme, séparatisme, humanoïsme, boboïsme et tous les avatars du wokisme.

Pire elle a accueilli et maintenu au pouvoir un représentant consommé de la caste oligarchique, mandaté par l'État profond. Ce personnage pendant près de huit années n'a cessé d'agir au profit de la finance euro-anglo-saxonne dans un esprit mondialiste et européiste, allant même jusqu'à condamner l'histoire de son pays de naissance. Il a poussé son absence de respect pour la France et les Français en allant s'incliner sur la tombe de ses ennemis les plus acharnés et à se repentir, au nom du pays, d'actions qu'il a menées à des époques où elles étaient sans nul doute nécessaires. La

liste serait longue de ces infamies. Elles vont de la colonisation « crime contre l'humanité » et de l'histoire falsifiée de la France en Algérie par l'historien trotskiste Benjamin Stora, à la récente repentance que la France ait mené une guerre au Cameroun au moment de l'indépendance en soutien aux nouvelles autorités... ignorant sans doute le fait que l'actuel et inamovible président, Paul Biya, auquel s'adressait la lettre de l'actuel président, était le directeur de cabinet du président de l'époque, Ahmadou Ahidjo, au profit duquel cette campagne avait été menée!

Les dégâts sur notre richesse sont graves

Il n'est pas inutile de rappeler les ventes à l'étranger de nos fleurons industriels. Le bilan est éloquent. En 10 ans la France a perdu un million d'emplois industriels. La part de l'industrie dans son PIB est passée de 20 à 10 %. Pendant cette période 100 usines par an, en moyenne, ont fermé. Nos fleurons ont été vendus à l'étranger ou amputés. Tout le monde sait le rôle de ce président, alors ministre des finances imposé à Hollande par le club Biderberg et la famille Rothschild, dans la vente de la partie énergie d'Alstom avec les turbines Arabelle, à l'étatsunien General Electric. S'ajoutent à cette forfaiture la vente d'Alcatel à Nokia (alors qu'Alcatel aurait pu absorber Nokia); la cession de Lafarge, celle des Chantiers de l'Atlantique, ou encore, à un fonds de pension étatsunien, de la vieille firme française Latécoère, pionnière de l'aviation. Je pourrais ajouter à cette liste sommaire les *innovettes* qui dès qu'elles présentent un intérêt scientifique, économique et géopolitique, sans opposition aucune, sont achetées par l'étranger surtout anglo-saxon. Ces abandons succédaient à la destruction de Pechiney et à l'absorption d'Arcelor par l'indien Mittal... Aujourd'hui Sanofi vient de céder 50% d'Opella, sa filiale santé grand public commercialisant le Doliprane, à un fond d'investissement étatsunien. Quant à EDF, après avoir été désarticulée, elle est menacée par les ambitions germaniques et voit sa production nucléaire à bas coût renchéri artificiellement pour complaire à l'Allemagne. EDF compense ainsi les coûteux choix idéologiques en matière énergétique de Berlin et pénalise notre industrie et le niveau de vie des Français.

En réalité les trois derniers présidents ont chacun une part de responsabilité dans l'effondrement de notre souveraineté. Sarkozy, premier chef de l'État condamné à la prison pour fraude, surnommé par son entourage « l'Américain », a réintégré la France dans l'OTAN, soumettant directement le pays aux ambitions étatsuniennes et l'ancrant militairement dans l'UE dont cette organisation étatsunienne se présente comme la structure de défense. Pour bien montrer sa sujétion, il vendit à perte 590 tonnes d'or aux États-Unis. Hollande, sur injonction des États-Unis, dénonça la vente de deux porte-hélicoptères à la Russie. Quant à Macron, parmi l'ensemble considérable de faits qui peuvent lui être reprochés, il acheta pour plus de 100 milliards de dollars de la dette étatsunienne alors que la situation financière de la France est catastrophique. La classe politique française n'ose pas contester. Elle se perd dans des querelles dont la résolution passe inévitablement par le recouvrement de notre souveraineté. La France de demain ne peut lui faire confiance.

L'Union Européenne n'existe que parce que les dirigeants français le veulent bien.

La France est d'autant plus liée à l'UE que si elle osait quitter cette organisation, l'UE ne pourrait que s'effondrer. Ses gouvernants s'imaginent ainsi, probablement de manière confuse, responsables de la poursuite de l'application de l'idéologie européiste au regard des 26 autres États membres de cette organisation. Il suffit de se rappeler que la France est la deuxième puissance économique de l'UE et de regarder sa position géographique métropolitaine qui fait de notre pays un inévitable carrefour. Nous pouvons donc dire que les dirigeants français sont pleinement complices du système dont ils savent qu'il ne tient que par eux. Ils pourraient utiliser cette force évidente pour imposer d'autres idées que celles actuellement de mise. Une coopération d'État à États souverains

ou à groupes d'États, sur des sujets définis pour une durée déterminée, valoriserait sans nul doute des perspectives et des potentiels communs. Une telle façon de voir dans un voisinage probablement conçu de manière élargie, permettrait à chaque nation de grandir et de jouer pleinement le rôle que l'histoire et la Providence ont donné à chacune.

Les responsables de l'indépendance d'action acquise par ce système sont bien nos politiques qui n'imaginent même pas, au minimum, le rétablissement de la hiérarchie des normes. Elle remettrait la Constitution et le Droit français à leur juste place, au dessus des aberrations juridiques de l'ensemble européen. Les exigences de Bruxelles passeraient alors par le filtre fin de notre Droit et de notre culture. Il faut savoir que la France, au fil des ans, a abandonné des domaines entiers de souveraineté au point que 80% de ses lois sont issues de directives européennes et que son propre droit est subordonné à la Cour Européenne de Justice et à la Cour Européenne des Droits de l'Homme dont la forme du droit, fortement politisé, ne s'inspire pas vraiment du droit romain matrice du Droit français. En juillet 2018 nos hautes Cours, Conseil Constitutionnel, Conseil d'État et Cour de Cassation, ont confirmé leur subordination aux instances européennes. Le traité de Lisbonne a ouvert une large brèche qui fait que l'UE s'est permis de contester - par exemple - les rappels émis par la Cour constitutionnelle allemande de Karlsruhe soulignant que l'UE est une simple union de nations souveraines. Cette attitude est à mettre en perspective avec celle soumise de nos hautes cours. Il faut souligner qu'en 2005, les peuples français et néerlandais avaient refusé, par référendum, le projet de traité constitutionnel européen et que ce refus fut contourné. « L'idée européenne » ne peut pas être contestée... Depuis cet épisode le peuple français n'a plus été consulté. Sans doute est-il trop conscient et trop politique! L'indépendance juridique est de fait abolie, les législateurs des États membres devant se soumettre au droit européen. Le Droit est pourtant le domaine d'action régalién par excellence. Les abondantes jurisprudences ont très largement noyé l'esprit des traités signés par notre pays. Hors de tout contrôle populaire et d'aval des nations, elles ont conféré à ces Cours un pouvoir tentaculaire limitant de plus en plus l'espace souverain des États. À cette subordination il nous faut ajouter l'abandon délibéré de notre souveraineté économique et de notre souveraineté monétaire et ajouter encore notre soumission militaire à l'OTAN. Insensiblement le système se rapproche du fédéralisme des États-Unis, la volonté des peuples en moins. Tout cela sans que nos soi-disant représentants et nos dirigeants ne pipent mot!

Un pouvoir illégitime tente l'établissement d'un totalitarisme

Le pouvoir des États a été ainsi confié à une commission composée d'oligarques dévoués à la cause de la fin des nations. À leur tête une germano-étatsunienne, trouvant dans les actions qu'elle mène sans contrôle, de quoi servir les intérêts conjugués de ses deux pays d'origine et de la caste financière anglo-saxonne. À titre d'exemple, Ursula von der Leyen, au statut de fonctionnaire international, a négocié, seule, un accord avec le MERCOSUR, au détriment évident de nos agriculteurs et au bénéfice des consommateurs du Nord du continent. Elle a conclu, comme l'aurait fait un chef d'État, un accord sur les droits de douane, avec le président étatsunien Trump. Elle ose se vanter d'avoir fait baisser de 30% à 15% la taxe envisagée par les États-Unis, occultant le fait que le dollar se déprécie par rapport à l'euro de près de 15%. Un mensonge de plus...

Elle vient de signer au nom de la Commission européenne avec les États-Unis un accord commercial et tarifaire inique engageant l'Union européenne à acheter du GNL, du pétrole et des produits d'énergie nucléaire étatsuniens, pour une valeur estimée à 750 milliards de dollars étatsuniens (environ 700 milliards d'euros) sur les trois prochaines années, soit 250 milliards de dollars par an. Il faut savoir qu'en 2024, l'UE a importé pour 77 milliards d'euros (83 milliards de dollars) de produits énergétiques des États-Unis, et pour 86 milliards d'euros (93 milliards de

dollars) en 2023.,. Cet accord implique donc que l'UE triple ses importations d'énergie des États-Unis sur la période 2026-2028. Madame Von der Leyen sert bien des intérêts qui ne sont pas les intérêts des pays membres de l'UE et surtout pas les nôtres.

Auparavant, le 20 octobre 2023, elle avait signé, accompagnée par le président du parlement européen et le haut représentant de l'UE pour les affaires étrangères, avec le président des États-Unis, un « accord de défense entre les États-Unis et l'agence européenne de défense ». Le 22 novembre 2023, elle incita le dit parlement à voter la « révision des traités sur le fonctionnement de l'UE, visant à la constitution d'un État fédéral européen ». Enfin le 13 décembre 2023, fut votée « la création d'un conseil politique trans-atlantique sous la direction des responsables de la politique étrangère des États-Unis et de l'Union Européenne ».

L'engagement idéologique des pays se poursuit. Ainsi la commission, sous l'impulsion de Von der Leyen a lancé le principe d'un « bouclier européen de la démocratie » dont le but véritable est attentatoire à la liberté des peuples. Il prévoit un régime de censure contre les partis et les plateformes qui contesteraient l'UE. Il permettra d'agir contre tout ce qui pourrait être considéré comme de la manipulation et « préparera la société » à l'exercice de ce type de démocratie. Ce bouclier prévoit aussi des « filtres automatisés » et un réseau de censure financé à hauteur de 5,68 millions d'euros et un fond annuel de 80 millions d'euros pour financer les médias voulus soumis.

Autant dire qu'il s'agit d'un outil d'endoctrinement et de renforcement de la dictature européenne. Déjà le contrôle des réseaux sociaux et des messageries instantanées est un fait.

Ces mesures se veulent pleinement dans l'esprit de la résolution du « parlement européen » rédigée par la Commission de la culture et de l'éducation, dirigée par Sabine Verheyen. Elle vise à amener les Européens à une « conscience historique éclairée ». Von der Leyen a confirmé cette pensée en déclarant que les citoyens de l'Union Européenne devaient être « vaccinés contre la désinformation » car « le chauvinisme, les stéréotypes sexistes, les asymétries de pouvoir et les inégalités structurelles sont profondément ancrés dans l'histoire européenne. » En application de cette idéologie, l'UE s'ingère dans la vie politique des nations. Elle interdit par toutes sortes d'artifices procéduraux et des appuis internes, à des candidats à des élections nationales majeures, hostiles au système, de se présenter et d'être élus. Ce fut ainsi le cas, de manière très directe, en Roumanie avec Călin Georgescu et c'est le cas en France avec Marine Le Pen.

L'UE favorise la montée de toutes sortes de menaces dans notre pays.

En faisant abstraction de l'attitude irresponsable de la classe politique soumise à l'oligarchie, au travers de la pensée unique, nous pouvons constater que la France, en conséquence de l'attitude de ses dirigeants, subit une accumulation d'intentions hostiles. Les adversaires sont divers et par opportunisme s'allient parfois. Dans cette prison européenne avec parmi les geôliers certains de ses enfants, la France est de toute évidence incapable d'affronter les menaces aggravées qui pèsent sur son destin. Affaiblie par sa sujétion, elle est contestée dans sa dimension et son rayonnement historique. C'est mortifiant pour la Nation mais c'est logique et d'une certaine manière voulu...La France a ainsi perdu sa dimension internationale. S'opposant, comme l'OTAN et l'UE l'exigent, à la Russie, en retour elle perd pied en Afrique, où les déclarations mensongères et anti-françaises du président actuel, ont provoqué une véritable cassure. D'autres puissances, dont précisément la Russie, la remplacent. Elle patauge dans son outre-mer et ne parvient pas à assurer une continuité à sa politique traditionnelle au Levant.

Je vois deux ordres de menaces résultant de cette situation. Les menaces extérieures et les menaces intérieures. Souvent elles se recoupent, s'entretiennent et se renforcent mutuellement. J'en déduis que notre pays est confronté à une guerre hybride. La guerre est consubstantielle à l'humanité. La

paix n'est qu'une pause entre deux guerres. Elle change de forme au fil des siècles. Elle s'adapte à l'évolution des sociétés et des progrès scientifiques et technologiques qui lui fournissent des moyens nouveaux et étendent son champ d'action. La guerre nucléaire peut être dissuadée, encore que la folie de quelques-uns pourrait la déclencher, de même, tout au moins en Europe, malgré le faux exemple de l'affrontement fratricide russo-ukrainien, un conflit classique généralisé, usant de masses blindées, de raids aériens et d'offensives destructrices est peu probable. En revanche, la guerre d'aujourd'hui, prenant d'autres formes et suivant de nouveaux cheminements, est déjà en cours. Notre pays en est un champ de bataille, sans que nos dirigeants actuels veuillent en prendre conscience ou plus vraisemblablement l'avouer. Cette guerre joue sur la complexité de l'environnement et utilise tout le registre des activités et des oppositions humaines. Elle mêle des « opérations », diplomatiques, économiques, militaires, spatiales, psychologiques, cyber et informationnelles. Elle provoque des agitations, des troubles sociaux, des contestations de tous ordres, des revendications régionalistes, des attentats et développe des campagnes de sabotages que l'État masque sous le fard d'incidents techniques ou de malheureux accidents. Souvent confondue avec l'asymétrie ou la guerre non-conventionnelle, la guerre hybride use aussi de ces types d'actions, ainsi que des moyens militaires réguliers contre nos intérêts extérieurs au territoire métropolitain et dans notre zone traditionnelle d'influence. Elle met en œuvre, par essence, toutes les armes aussi bien par nature que par destination. En substance, les incertitudes et fractures de notre pays, permises par sa faiblesse politique, peuvent provenir d'agressions destinées à lui imposer une soumission ou des modifications de comportement. Dans cette forme de guerre l'ensemble des failles est propice à utilisation. Tous les événements qui se produisent ne sont pas le fait de manipulations hostiles, mais ils peuvent contribuer à alimenter cette guerre par effet d'opportunité. Les gouvernants français, indépendamment de leurs orientations politiques affichées, ont, depuis quelques décennies, fait preuve de beaucoup d'aveuglement sur l'ensemble des événements se produisant sur notre sol. Il est certain que les obsessions idéologiques européennes les ont empêchés de faire les constats qui, selon le regard des analystes géopolitiques neutres, sont pourtant aisés à faire. Les faiblesses structurelles et les menaces diverses devraient donc être pesées et traitées avec la pensée qu'elles peuvent constituer des armes pour nos adversaires. J'en déduis logiquement que le maintien dans l'UE est la cause de la souffrance générale de notre pays et que ceux qui servent cette organisation portent une très lourde responsabilité.

La protection du peuple et les atouts du pays sont en grand danger

La France a ainsi engagé sa dimension et sa sécurité. Étant investie dans l'OTAN l'efficacité de sa dissuasion est atteinte. Imprégnée d'Europe et de ses dérives morales et alignée sur les États-Unis, sa politique étrangère n'a plus de cohérence et son siège permanent au Conseil de Sécurité n'a plus vraiment d'utilité. Elle ne dispose plus de sa monnaie et ne peut donc pas agir sur son commerce et sur sa dette. N'ayant plus de frontière elle ne peut protéger son tissu industriel, son agriculture, ni sa population de tous les méfaits des ambitions étrangères et des migrations. Dans le conflit ukrainien où elle s'est engagée en totale contradiction avec ses intérêts, elle apparaît pour la Russie comme la plus fragile des principales puissances du pseudo-Occident l'ayant provoquée en Ukraine. Elle en subit donc tous les désagréments. Elle ne peut même pas utiliser l'UE pour se sortir de ce mauvais pas. Les négociations pour la paix en Ukraine se poursuivront essentiellement entre Trump et Poutine. L'UE, pourtant boute-feu, apparaît au regard des Étatsuniens et des Russes pour ce qu'elle est, une association circonstancielle de puissances qui ne dispose pas, par elle-même, des moyens d'avancer vers une paix durable. Quant à agir seule, ce n'est plus envisageable car le lourd passé européiste des gouvernements français le lui interdit.

La France est expulsée des pays africains avec lesquels, historiquement, elle poursuivait une assistance fraternelle. La faiblesse pusillanime de ses gouvernements successifs l'amène à accepter les pires humiliations de la dictature au pouvoir en Algérie, pays qui lui doit absolument tout et fondamentalement son existence. En Nouvelle-Calédonie où en d'autres temps il aurait suffi d'une action de force, elle absout les terroristes soutenus par l'Azerbaïdjan, intermédiaire de la Russie, et agités par d'autres grandes puissances comme la Chine, mais aussi par ses propres alliés du Pacifique. Elle monte, à l'instigation d'un ministre bi-national, un bizarre échafaudage juridique pour les satisfaire. Il ne peut que s'écrouler. Le même personnage imagine un statut particulier pour la Guyane qui ne demande rien, et le gouvernement prépare un statut d'autonomie de la Corse dont la population, selon les enquêtes d'opinion, ne veut pas. Elle n'ose plus intervenir dans les banlieues où le pouvoir appartient désormais aux cartels de la drogue associés aux islamistes. Elle est incapable d'endiguer l'invasion organisée de l'islam. Par crainte elle punit, sans honte, ceux qui sont en charge de la sécurité des citoyens dès qu'ils agissent conformément à une procédure déplaisant aux groupes de pression, aux minorités agissantes et à la presse apatride. Par servilité de ses dirigeants la France gomme sa culture et abandonne le rôle de sa langue, jadis la langue du Marché Commun et de l'UE à ses débuts, au profit du sabir anglo-saxon. Il est vrai qu'il s'agit là de l'idiome des États-Unis, puissance tutélaire de l'UE.

La France, par la vénalité de ses dirigeants ou leur absence de vision éclairée, se banalise parmi les nations du continent européen. Elle perd ses caractéristique de puissance majeure. Elle vit un drame historique.

Et donc...

Il est pourtant évident que l'UE est obsolète face à la liberté active des BRICS+, au nationalisme des États-Unis et à l'hostilité de plus en plus exprimée des peuples des pays membres. Ses dérives vicieuses l'ont rendue caduque. Les nations, dans cet environnement, sont seules en mesure de défendre leurs intérêts propres, leur caractère et leurs ambitions. Ainsi l'assentiment donné aux dérives totalitaires de l'UE est à l'origine de l'absence de traitement de fond des menaces. Persister dans cette politique n'est rien d'autre que creuser la mine dans laquelle s'effondrera la nation française. La classe politique de notre pays, dans sa configuration actuelle, à quelques exceptions individuelles près, par son inaction coupable, constitue bien la cause des principales menées hostiles auxquelles la France doit faire face, ou de leur renforcement. L'UE dans ses dérives n'étant que le résultat de son aveuglement, de son incompetence, de son indifférence, de sa couardise ou de son traître assentiment. Elle est incapable de traiter les dangers que sa docilité européiste a laissé se développer.

Les Français, chaque fois qu'ils le peuvent, montrent leur rejet du pouvoir actuel. Sondage après sondage, manifestation après manifestation, le discrédit des dirigeants apparaît. Les Français ne se font guère d'illusion. Certains espèrent l'arrivée d'un homme charismatique qui redresserait le pays. L'histoire nous enseigne qu'un tel personnage ne préexiste pas aux effondrements. Ce sont les crises vitales qui le révèlent.

Que peut-il alors se passer? Le peuple trop longtemps méprisé, marginalisé par la caste oligarchique euro-étatsunienne imprimant ses désirs à la collectivité politique, peut très bien se révolter. Nous savons l'assentiment quasi-unanime que les « Gilets jaunes » ont recueilli, l'absolue sympathie nationale à nos agriculteurs en colère, l'hostilité à 99,5% de la population à la « théorie du genre » et à l'immoralité qui l'accompagne... Des constitutionnalistes et les penseurs démocrates ont conçu la révolte comme légitime dans certains cas. Ainsi l'exprimait la constitution de l'an I, adoptée le 24 juin 1793, mais jamais appliquée à cause de la Terreur. Elle affirmait la souveraineté du peuple. Son article 35 est explicite à cet égard: *Quand le gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection est, pour le peuple et pour chaque portion du peuple, le plus sacré des droits et le*

plus indispensable des devoirs. Aujourd'hui cette légitimité est indirectement reconnue, dans ce qui est dénommé « bloc de constitutionnalité », soit quatre textes fondamentaux : la Constitution du 4 octobre 1958, la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789, le préambule de la Constitution du 27 octobre 1946 et la Charte de l'environnement de 2004. Si ce droit à l'insurrection ne figure pas, en tant que tel, dans le bloc de constitutionnalité actuel, en revanche, l'article 2 de la déclaration de 1789 mentionne, parmi les "*droits naturels et imprescriptibles de l'homme*", la "*résistance à l'oppression*". Ce dernier fait donc bien partie du bloc de constitutionnalité. Une révolte contre un pouvoir reconnu comme oppressif serait donc légitime.

Mais qu'à Dieu ne plaise, la révolte, même si nous pouvons lui trouver une légitimité, est source de violence, de désordre et de malheurs. Il faut donc espérer qu'un mouvement populaire et pacifique, à l'occasion d'élections, amène au pouvoir des personnes nouvelles, fermes dans le seul service de la France et rejetant toute subordination du pays à l'étranger.

Il faut donc espérer que les prochaines élections soient honnêtes, protégées des discours hypocrites des médias serviles, et permettent la libre expression de tous afin que puissent être élus des personnalités nouvelles, imprégnées de la Patrie et profondément désireuses d'assumer les mesures indispensables au renouveau de la France. Si ce n'était pas le cas, les causes de révolte pourraient se cristalliser.

Henri ROURE